



# Assemblée générale

Distr. limitée  
18 novembre 2002  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-septième session

### Troisième Commission

Points 102 et 112 de l'ordre du jour

#### Promotion de la femme

#### Budget-programme de l'exercice biennal 2002-2003

### Activités futures de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

#### Incidences sur le budget-programme du projet de résolution A/C.3/57/L.16/Rev.1

#### État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale

#### *Résumé*

1. Aux termes du projet de résolution A/C.3/57/L.16/Rev.1, l'Assemblée générale ferait sienne la recommandation du Groupe de travail chargé d'examiner les activités futures de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et prierait le Secrétaire général d'appliquer les mesures recommandées par le Groupe de travail à cet égard (A/57/330).

2. Le montant de 500 000 dollars imputé sur le budget ordinaire de 2002-2003, que nécessiteraient les dispositions du projet de résolution, ne suffirait pas pour permettre à l'Institut de poursuivre ses activités, même au niveau minimal actuel. Il n'est pas prévu non plus que les ressources nécessaires pour permettre à l'Institut de fonctionner en 2003 soient prélevées sur les ressources existantes approuvées dans le cadre du budget-programme ordinaire de 2002-2003. Les ressources additionnelles, d'un montant de 500 000 dollars, seraient par conséquent prélevées sur le fonds de réserve et seraient soumises aux procédures établies par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211. Le montant supplémentaire de 1 309 500 dollars devrait être couvert par des contributions volontaires.



1. Aux termes du paragraphe 2 du projet de résolution A/C.3/57/L.16/Rev.1, l'Assemblée générale ferait sienne la recommandation du Groupe de travail chargé d'examiner les activités futures de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) et prierait le Secrétaire général d'appliquer les mesures recommandées par le Groupe de travail à cet égard, (voir A/57/330, par. 57).

2. Le Groupe de travail, au paragraphe 57 de son rapport (A/57/330), a recommandé le rattachement de l'INSTRAW au Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sous l'autorité directe du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales. À cet effet, le Groupe de travail a recommandé que les mesures ci-après soient prises :

a) Demander au Conseil économique et social d'amender le Statut de l'INSTRAW conformément aux paragraphes 52, 53 et 55 du rapport du Groupe de travail;

b) Allouer un montant de 500 000 dollars prélevé sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour financer les activités de base de l'Institut, afin de lui accorder le même statut qu'aux autres instituts du système des Nations Unies;

c) Examiner la possibilité de créer un comité consultatif composé d'États Membres pour remplacer le Conseil d'administration;

d) Créer le poste de directeur adjoint doté de fonctions précises en matière d'appels de fonds;

e) Établir un lien entre l'INSTRAW et le Département des affaires économiques et sociales.

3. Le rapport du Groupe de travail a été soumis à l'Assemblée générale dans les documents A/57/330 et Add.1. Le Secrétaire général, dans sa note sur la situation de l'INSTRAW soumise conformément à l'article 112 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale (A/57/452), a indiqué, entre autres choses, que le montant de 500 000 dollars prélevé sur le budget ordinaire de l'Organisation et alloué à l'INSTRAW pour financer ses activités de base, comme recommandé par le Groupe de travail, serait seulement suffisant pour couvrir durant une année les salaires et les dépenses communes de personnel des quatre postes d'administrateur actuels (1 D-2, 1 P-4, 1 P-3 et 1 P-2/1), sans fonds restants pour couvrir les dépenses de fonctionnement. Il a été estimé dans la note qu'environ 1,4 million de dollars seraient nécessaires pour financer les activités minimales de l'Institut pendant un an. En conséquence, d'autres propositions dont la Commission est saisie signifieraient que ce montant estimatif devrait être revu à la hausse.

4. Prenant en considération toutes les dispositions actuelles du paragraphe 57 du rapport du Groupe de travail, on estime qu'un montant total de 1 809 500 dollars par an serait nécessaire. Les éléments à financer à l'aide de ce montant sont les suivants : a) 500 000 dollars pour les quatre postes d'administrateur actuels (1 D-2, 1 P-4, 1 P-3 et 1 P-2/1); b) 176 000 dollars pour le nouveau poste de directeur adjoint; c) 285 000 dollars pour les quatre postes actuels des services généraux; d) 208 500 dollars par an à fournir pour couvrir les besoins minima en ressources administratives, y compris les frais généraux de fonctionnement; e) 400 000 dollars

pour permettre à l'Institut de mener des activités de fond minimales, y compris les activités de conseil, les frais de voyage et le personnel temporaire (autre que pour les réunions); f) 240 000 dollars pour un groupe de liaison de l'INSTRAW à New York, comprenant les coûts annuels d'un administrateur et d'un agent des services généraux (202 800 dollars) et la location des bureaux, de l'équipement, des fournitures et des matériels, des frais de voyage, etc. (37 200 dollars).

5. Il n'existe pas de ressources prévues au titre du budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 qui pourraient être dégagées pour financer les activités de l'INSTRAW en 2003. Tout montant que l'Assemblée générale pourrait décider d'allouer à l'Institut pour lui permettre de poursuivre ses activités en 2003 devrait par conséquent provenir de nouvelles ouvertures de crédit dans le contexte des activités du fonds de réserve créé par l'Assemblée générale dans sa résolution 41/213.

6. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/C.3/57/L.16/Rev.1, cette décision nécessiterait l'ouverture de crédits additionnels d'un montant de 500 000 dollars pour l'exercice biennal 2002-2003 au titre du chapitre 9, Affaires économiques et sociales du budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003. Ce montant serait prélevé sur le fonds de réserve et nécessiterait donc un accroissement des ouvertures de crédit pour l'exercice biennal 2002-2003. En conséquence, une ouverture de crédit additionnelle, d'un montant de 1 309 500 dollars, sera nécessaire en sus des ressources du budget ordinaire disponibles au titre du chapitre 9, Affaires économiques et sociales. Le montant de 1 309 500 dollars devrait provenir de contributions volontaires non encore identifiées.

7. L'Assemblée générale, dans sa résolution 45/248, partie B, section VI, s'est inquiétée de la tendance manifestée par les commissions chargées des questions de fond et d'autres organes intergouvernementaux à s'ingérer dans les questions administratives et budgétaires et a réaffirmé que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions à laquelle incombe le soin des questions administratives et budgétaires. Conformément à ses responsabilités touchant aux questions administratives et budgétaires, la Cinquième Commission décidera comment il convient de trouver les ressources nécessaires pour appliquer les décisions de la Troisième Commission.

---